

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

«Tout d'abord l'éthique, ensuite la politique et alors seulement l'économie»

Une perspective éthique de l'économie pour le XXI^e siècle

Emission de la télévision alémanique «Sternstunde Philosophie» du 7 juin 2009

Entretien de Roger de Weck avec le professeur Peter Ulrich, du Département d'éthique de l'économie de l'Université de Saint-Gall



Peter Ulrich est né à Berne en 1948. De 1967 à 1971 il a étudié les sciences économiques et sociales à l'Université de Fribourg, en Suisse. En 1976, il a été fait docteur en sciences politiques de l'Université de Bâle. De 1976 à 1979, puis de 1982 à 1984, il a travaillé à plein temps dans le conseil en gestion des entreprises. En 1982, il a passé sa thèse d'habilitation. De 1984 à l'automne 1987, il a été, à l'université de Wuppertal, professeur de gestion d'entreprises axée sur les sciences sociales. En 1987, l'Université de Saint-Gall a créé la première chaire d'éthique de l'économie des pays de langue allemande et y a nommé Peter Ulrich. Dès lors, il a dirigé, jusqu'à sa retraite, le Département d'éthique de l'économie de l'Université de Saint-Gall. De 2005 à 2007, il a été doyen du Département des disciplines culturelles. Le 5 mai de cette année, il a donné sa leçon d'adieu sur «l'intégration sociale de l'économie de marché, problème central du XXI^e siècle.»

La crise est là; que devient la morale? Une économie peut-elle vraiment fonctionner sans valeurs? La crise financière change-t-elle nos activités économiques durablement? Pendant plus de deux décennies, Peter Ulrich a été titulaire de la première et jusqu'ici unique chaire d'éthique de l'économie en Suisse. Il est parti en retraite au début de mai. Dans un entretien avec Roger de Weck, Peter Ulrich explique comment l'éthique de l'économie pourrait réussir à s'opposer dans une certaine mesure à l'utilitarisme des économistes.

Bernhard Senn: Depuis 1987, Peter Ulrich était professeur d'éthique de l'économie à Saint-Gall. Il est l'unique titulaire d'une chaire

Sommaire

Sommes-nous prêts à la guerre avec un Iran diabolisé? [page 3](#)

A propos d'élections en Autriche d'un pseudo-parlement de l'UE [page 4](#)

La CIA et le laboratoire iranien [page 5](#)

La página en español [page 6](#)

Nous gérons notre corporation d'eau comme une commune [page 8](#)

d'éthique de l'économie en Suisse. Après deux décennies d'enseignement, il vient de donner sa leçon d'adieu, sur la crise, bien sûr. Il a posé la question de savoir comment comprendre que les activités économiques d'un nombre si frappant d'acteurs s'emballent. Aujourd'hui, l'émission «Sternstunde» est consacrée à cette énigme. Roger de Weck a invité Peter Ulrich pour engager avec lui une discussion fondamentale. Notamment sur le rôle et le pouvoir de l'éthique en ces temps où les dirigeants de l'économie ne prêtent guère attention aux professeurs d'éthique de l'économie, si ce n'est pour les ridiculiser.

Roger de Weck: Soyez le bienvenu.
Peter Ulrich: Je suis heureux d'être ici.

Est-ce que cela a valu la peine?
Quoi exactement?

Les deux décennies pendant lesquelles vous avez été professeur d'éthique de l'économie à Saint-Gall.

Oui, j'ai toujours dit que j'étais un optimiste méthodique. Le contraire – le pessimisme – n'est pas une attitude sensée. Et en jetant un regard rétrospectif, je pense que cela a valu la peine. Peut-être moins si l'on espérait pouvoir changer la pratique dominante; ce serait exagéré. Mais peut-être a-t-on réussi à mener des centaines, voire des milliers d'étudiants à mieux réfléchir, à augmenter leur prise de conscience de certains faits.

Vous dites que c'est exagéré de vouloir changer les pratiques?

Oui, l'éthique n'est pas une technique sociale pour la bonne cause. C'est une forme de réflexion philosophique. J'aime bien dire que l'éthique de l'économie contribue à combler un manque dans l'élucidation de notre pensée économique et cela semble être un domaine dans lequel nous ne sommes pas très modernes. Nous avons beaucoup de connaissances et des convictions profondes en économie sur lesquelles on réfléchit peu.

Dont nous ne sommes pas conscients?

Dont nous ne sommes pas conscients et qui ont en partie une très longue tradition. L'éthique philosophique tente d'éclairer ces faits pour les rendre accessibles à l'argumentation et nous permettre de préciser nos idées fondamentales sur l'économie.

Un exemple?

Une idée fondamentale est par exemple que davantage de marché est une bonne chose. Et là nous pouvons nous demander pourquoi cette confiance dans le marché existe. Pourquoi cette conviction que la coordination du marché dispose d'un potentiel d'harmonie intégré qui fait que les résultats pour toutes les personnes concernées seraient a priori les meilleurs possibles.

D'où vient cette hypothèse?

Je le répète, les choses sont complexes. En simplifiant grossièrement, on pourrait dire qu'il y a l'idée premièrement qu'un marché non régulé relève de l'ordre naturel; deuxièmement que l'ordre naturel est la création de Dieu, que troisièmement, Dieu a organisé la nature avec sagesse, et que, quatrièmement, tout ira donc bien si nous nous en remettons à l'autorégulation du marché, même dans le domaine social.

On a tendance à considérer, dans cette conception quasi théologique du marché, qu'à l'opposé, ceux qui préconisent une régulation extérieure du marché sont des hérétiques.

Walter Benjamin a parlé du capitalisme comme d'une religion.

Oui. Je dirais, bien sûr en faveur de la religion, que c'est une pseudoreligion ou une cryptoreligion, une forme tardive de crédulité religieuse qui est instrumentalisée et dont on abuse à des fins idéologiques.

Vous avez évoqué tout à l'heure la coordination par le marché des différents acteurs de l'économie: entrepreneurs, travailleurs et tous les autres. L'autre coordination, qu'on a observée ces derniers temps est celle réalisée par l'Etat, par l'économie planifiée. Et elle a échoué. En d'autres termes, cela a-t-il contribué aussi à la croyance dans le marché?

Je le pense. Il y a eu la situation bien connue de la guerre froide et on a eu, dans les pays occidentaux, une certaine peur du communisme. Le résultat a été ce que Ralf Dahrendorf a appelé le compromis social-démocratique. On s'est dit: Faisons des concessions dans le domaine de la politique sociale afin que la population reste tranquille, qu'elle ne se révolte pas contre les effets d'une régulation excessive du marché.

On a appelé cela l'économie sociale de marché.

On a appelé cela, ou disons une réalisation particulière de cela, l'économie sociale de marché. Et après 1989, il y eu naturellement les cris de victoire du capitalisme qui se croyait vainqueur. Je me souviens d'avoir dit juste après dans une interview: Le capitalisme est tout aussi démodé que le communisme, car tous deux sont finalement des systèmes métaphysiques. Métaphysique veut dire qu'ils ne sont pas empiriquement réfutables.

Surnaturels?

Oui. Ce sont des convictions que la réalité échoue à ébranler.

Donc l'expérience que l'économie de marché, malgré tous ses défauts, fonctionne mieux que l'économie planifiée était là.

Elle était là. Cependant je vous dirai que le professeur d'éthique n'admet pas cette opposition. En effet, l'économie de marché elle-même est une organisation relevant de l'Etat de droit. Elle n'est pas tombée du ciel. Et le marché seul ne caractérise pas un ordre économique. Plus personne – à part Fidel Castro et deux ou trois de ses fidèles ne conteste le fait que nous ayons besoin d'une coordination du marché dans une économie complexe fondée sur la division du travail. C'est trivial. Seulement il existe mille variantes d'économies de marché. On a besoin d'un mélange intelligent d'autorégulation du marché et de conditions cadres fixées juridiquement ainsi que de structures incitatives. Et cela aussi, ce n'est qu'un aspect des choses.

Et l'autre aspect?

C'est la société. Nous avons aujourd'hui un syndrome typique de l'esprit du temps. Nous ne savons plus faire la distinction entre l'économie et la société. Nous avons certains problèmes politiques et sociaux dont nous n'arrivons pas à nous débarrasser, par exemple

l'écart qui se creuse entre les revenus et la fortune des uns et des autres, le chômage chronique ...

... qui augmente dans la crise.

Exactement. Depuis des décennies, tous les acteurs politiques de gauche comme de droite partent du principe contestable qu'il existe des réponses économiques aux questions non résolues. Je n'y crois plus.

C'est-à-dire?

Ce sont des problèmes politiques et sociaux qui réclament aussi des solutions politiques et sociales. On pourrait presque aller jusqu'à dire que dans la plupart des pays de l'OCDE, l'économie de marché fonctionne parfaitement.

Mais?

Les problèmes que nous avons, par exemple le chômage de masse chronique, sont le résultat de l'histoire d'une réussite et non d'un échec car toute dynamique rationalisatrice de l'économie de marché dans le cadre des conditions relatives au droit de la propriété et à la politique sociale tend bien sûr à supprimer des emplois en rationalisant la production.

Suite page 2



«Comment comprendre que les activités économiques et commerciales d'un nombre si élevé d'acteurs aient pu s'emballer pareillement? C'est manifestement parce que la pensée de ces acteurs, orientée exclusivement vers l'intérêt personnel et l'optimisation des profits, était dépourvue du sens des limites raisonnables. Et ils n'étaient pas conscients de la nécessité d'intégrer la rationalité économique dans les obligations relevant de la décence, de la responsabilité, de la solidarité et de la justice.»

Source: Peter Ulrich: Die gesellschaftliche Einbettung der Marktwirtschaft als Kernproblem des 21. Jahrhunderts. Eine wirtschaftsethische Fortschrittsperspektive; Berichte des Instituts für Wirtschaftsethik der Universität St. Gallen, Nr. 115 (leçon d'adieu de Peter Ulrich [5/5/09])

«Tout d'abord l'éthique ...»

suite de la page 1

C'est une décision préliminaire. Ne croyez aucun dirigeant politique qui affirme que son objectif est de créer des emplois. Bien sûr que non, car les emplois font naturellement partie des coûts. On veut réduire les coûts. L'objectif est l'augmentation du rendement des fonds propres (*return on equity*).

Le capitalisme, c'est le capitalisme et non le «laborisme», pour utiliser le terme latin désignant le travail.

Exactement. Cette décision n'a rien à voir du tout avec le marché. C'est une décision de politique sociale qui a une histoire de cinq siècles. Elle tire son origine d'une forme de pensée bourgeoise, d'une bourgeoisie possédante, en quelque sorte.

La propriété serait à la base du système actuel.

Oui. A l'origine, cela avait un côté raisonnable. Les anciens Grecs le savaient déjà, par exemple *Aristote* pour qui le citoyen ne peut être réellement libre que s'il est économiquement indépendant. Au début des Temps modernes, la bourgeoisie a commencé à s'émanciper de la noblesse. «La ville libre!»

Ou «Enrichissez-vous!»

Oui, c'est lié. Les bourgeois étaient ceux qui allaient dans les villes, qui pratiquaient un métier: avocat, artisan, etc. Ils ont réussi à devenir économiquement indépendants, en ont conçu une certaine assurance et peu à peu, ils ont aspiré à l'émancipation politique. Nous pouvons donc dire que libéralisation économique et libéralisation politique vont de pair. C'est logique. Mais au cours du XIX^e siècle, l'histoire a évolué un peu autrement.

Parlez-nous-en.

Entre 1840 et 1875, il y a eu un grand boom, une période de croissance économique considérable, comme nous n'en avons jamais vécu au XX^e siècle.

Aussi avec des bonus?

Sans bonus, mais une énorme augmentation de la prospérité. A la fin de cette période, après 1870 environ, la question sociale, tristement célèbre, a surgi de manière inattendue. Cela veut dire que la croissance économique déchainée n'avait pas éliminé la pauvreté mais qu'elle avait conduit aussi à une nouvelle constellation sociale.

Avec un prolétariat.

De l'autre côté, tout d'abord, une bourgeoisie qui a réussi, qui a acquis certains privilèges et le pouvoir économique et politique. De l'autre côté, ce que *Marx* a appelé le prolétariat. Et cela fait partie maintenant de l'histoire ...

Pourquoi Marx? Vous ne l'appelleriez pas ainsi?

Le prolétariat est un terme quelque peu lié à une époque. Je crois que nous ne devons pas conserver toutes les connotations négatives de ce terme. Actuellement, les sociologues parlent plutôt de «précarité», ce qui veut dire que de plus en plus de personnes tombent dans la précarité, jusque dans la classe moyenne inférieure, en ce sens que l'insécurité économique profonde devient pour elles un état normal.

Et au milieu du XIX^e siècle, lorsque Marx écrit le Manifeste communiste, c'était beaucoup plus flagrant.

Oui. En particulier après 1870 lorsque la bourgeoisie devient une force progressiste. La «*Neue Zürcher Zeitung*» en faisait partie. C'était autrefois un journal de gauche. La bourgeoisie se trouvait devant un choix historique: Devait-elle maintenir son projet original de liberté émancipatrice pour tous ou commencer à défendre les privilèges acquis? L'histoire nous apprend que ces privilèges ne sont malheureusement pas souvent rendus volontairement. La bourgeoisie a choisi grosso modo cette option et à partir de ce moment-là sont naturellement apparus de nouveaux mouvements et de nouveaux partis qui ont poursuivi le projet émancipateur d'une société bourgeoise pour tous.

Les syndicats de travailleurs et ensuite la démocratie sociale.

Oui, et plus tard le mouvement féministe, etc.

Mais à ce moment-là, Bismarck était chancelier du Reich – en Prusse tout d'abord en tant que chancelier et ensuite en Allemagne en tant que chancelier du Reich – et il a introduit les premières assurances-maladie, l'assurance-invalidité, l'assurance-vieillesse. L'économie sociale de marché s'inscrit dans une grande tradition.

Je vois les choses de la même manière. Toutefois l'économie sociale de marché a – si nous voulons la dater de cette époque, mais ne chinoisons pas là-dessus – une malformation congénitale. Elle consiste en ce que l'Etat social ne fait que réduire, compenser ou corriger après coup les symptômes dus à l'action des forces du marché.

C'est donc du rapiéçage.

Exactement. On n'a fondamentalement rien changé aux causes.

Existe-t-il un système au centre duquel on ne trouve pas le capital mais le travail et où le social est aussi important que la rentabilité?

Bien sûr qu'il y a des alternatives, mais je ne chercherais pas un système.

Mais?

Un système suppose l'existence d'un mécanisme institutionnalisé qui se charge, quasi automatiquement, dans notre dos, de résoudre parfaitement tous les problèmes de coordination. Or l'histoire de l'après-guerre nous a appris, premièrement, qu'un mélange intelligent d'autorégulation du marché et de dirigisme est indispensable et que, deuxièmement, le système d'économie de marché ainsi conçu doit s'insérer dans une société organisée de manière à la fois moderne et intelligente. Et c'est là que sont, aujourd'hui, nos principaux problèmes.

Comment se fait-il que l'économie devienne indépendante et que nous ayons soudain d'un côté la société et de l'autre l'économie?

C'est une situation à deux faces. Attention! A première vue, l'économie de marché s'est effectivement émancipée en développant un certain entêtement et cet entêtement conduit facilement à des comportements absurdes dans la vie pratique. Mais, à y regarder de plus près – et c'est la question que se pose l'éthicien de l'économie – il doit y avoir des raisons à cela. Pourquoi les peuples, les individus des sociétés libérales démocratiques ont-ils accepté jusqu'à aujourd'hui cette émancipation du système économique? J'expliquerai cela de la manière suivante: Même les partisans les plus chauds d'une économie de marché totalement dérégulée ont premièrement besoin de se persuader que c'est une bonne idée, que c'est bien pour tout le monde. Ils ne veulent pas être cyniques. Ils ont besoin de se persuader que c'est un ordre économique légitime.

Mais ne sont-ils pas tout de même cyniques?

C'est possible. Mais je suis persuadé qu'il y a beaucoup moins de cyniques qu'on le pense communément et beaucoup plus de «croyants», de personnes qui ont confiance dans le marché.

Et deuxièmement?

Deuxièmement, ils doivent également supposer que l'Etat peut imposer efficacement cette dérégulation. Ce n'est pas attesté par l'histoire. A un moment donné, au début du XIX^e siècle, en 1800 et dans les années qui ont suivi, la libéralisation du marché a commencé en Angleterre et au même moment les activités de l'Etat ont explosé au lieu de disparaître. En effet, c'est évident, ce système doit être mis en place, il faut imposer la concurrence. Les marchés doivent rester ouverts. Une certaine infrastructure juridique est nécessaire.

C'est-à-dire?

Des lois concernant la propriété, la responsabilité, les contrats, etc.

Revenons à l'élaboration d'un cadre pour l'économie de marché.

Si l'on considère l'histoire récente, nous avons, dans l'après-guerre, le compromis so-

cial-démocrate qui, après 1989, n'a plus semblé nécessaire puisque la doctrine adverse menaçante, le communisme, avait été vaincue.

On ne craignait plus qu'une partie du peuple rejoigne les communistes et le capitalisme pouvait se durcir?

Il pouvait s'emballer et on a eu, naturellement, tout d'abord le thatchérisme en Grande-Bretagne puis le reaganisme aux Etats-Unis, c'est-à-dire ce que les journalistes appellent généralement le néolibéralisme. Bref, les 25 dernières années ont été marquées par la mode du néolibéralisme et cette mode, si l'on peut utiliser cette métaphore, semble être en fin de parcours.

On pourrait cependant objecter que ce n'est pas l'émancipation de l'économie par rapport à la société, comme vous le prétendez, qui a lieu mais son contraire. Nous avons maintenant non seulement une économie de marché mais une société de marché. La société existe tout à fait mais elle est imprégnée de catégories économiques, et cela jusqu'au travailleur social qui considère les personnes assistées comme des «clients» et s'imaginer qu'en utilisant ce terme relevant de l'économie, il les ennoblit.

Je suis heureux que vous souleviez cette question. La distinction entre l'économie et la société est assez floue. Et au cours de ces 20 dernières années, nous avons assisté à un renversement de situation. Nous avons vécu une vaste économisation de presque tout, de tous les domaines de la vie, du monde (la globalisation) et également de la politique. C'est-à-dire que la politique est devenue de plus en plus la gestionnaire des «contraintes» que lui impose le système économique devenu indépendant.

La politique serait l'instrument de l'économie?

Oui. Et naturellement, elle ne pouvait plus définir souverainement les conditions dans lesquelles l'économie pouvait fonctionner au service de la société. La raison en est évidente: il s'agit de la concurrence, très souvent invoquée, entre les lieux d'implantation économiques, qui est également une concurrence entre les diverses gouvernances économiques. Il s'agit d'attirer à un endroit précis les capitaux en quête d'investissements juteux. Et c'est uniquement un point de vue gestionnaire qui détermine l'attractivité des sites économiques pour les investisseurs. Avec ironie, on peut dire ceci: Dans les endroits en question, l'Etat offre des infrastructures parfaites et des «ressources humaines» parfaitement formées, accorde des subventions pendant 10 ans et une exonération fiscale; de plus, les coûts de production sont faibles. Mais ce ne sont pas là les critères d'une bonne économie nationale, d'une bonne économie sociale.

Ici aussi, l'aspect gestionnaire s'émancipe ...

Exactement.

... et l'aspect social n'est pas pris en compte.

Non.

Une concurrence entre les sites économiques, comme s'il s'agissait d'entreprises, et les entreprises peuvent disparaître, pas les Etats. C'est juste. On peut d'ailleurs se demander sérieusement si la catégorie concurrence peut s'appliquer à des entités politiques. Nous n'avons peut-être pas besoin d'approfondir la question. Je me contenterai de dire ceci: Le primat de la politique est la condition raisonnable de la réalisation de la vie et de l'ordre économiques. L'homme moderne ne saurait le contester.

Vous êtes optimiste. Mais n'est-ce pas naïf de réclamer quelque chose qui n'existe presque jamais. C'est toujours l'argent qui a le pouvoir et l'idée qu'une politique libérée de l'argent est possible n'est-elle pas naïve?

C'est votre opinion. Mais je vous opposerai ceci: Quelle est la fonction précise de l'éthicien? Il n'a pas de pouvoir et l'on ne peut absolument pas exiger qu'il change les choses. Il a éventuellement un certain pouvoir en ma-

«Une économie de marché *civilisée*, au sens libéral et républicain, est fondamentalement différente d'une société de marché émancipée. Elle doit être conçue comme une structure de citoyens libres et solidaires relevant de l'Etat de droit. Elle ne doit pas être orientée primordialement vers des objectifs de justice distributive mais vers l'égalité en droits et en devoirs de tous les citoyens dans le cadre d'une société bien ordonnée de citoyens libres et égaux en droits.»

«Dans les sociétés modernes, ce sont les citoyens eux-mêmes qui devraient se sentir coresponsables de la *res publica*, des règles du jeu officielles de la vie privée et de l'économie. Comme la confiance dans les leaders aussi bien politiques qu'économiques a considérablement diminué aujourd'hui, cette idée est plus actuelle que jamais. L'idée centrale de cette éthique économique d'inspiration libérale citoyenne est l'intégrité de la vie économique de même que l'intégrité commerciale des entreprises.»

Cela suppose tout à fait littéralement et en opposition totale avec le principe d'optimisation des profits de l'économie de marché libérale, de ne pas séparer la recherche du profit individuel de la notion de citoyen honnête mais de ne rechercher ses intérêts privés que dans la mesure où ils satisfont aux conditions légitimes de la société citoyenne.»

«Pour empêcher que la partialité structurelle du marché n'imprègne de manière «tyrannique» toute la vie des citoyens et que, par conséquent, elle porte atteinte à leurs libertés et à leur droit à l'égalité, nous avons besoin, dans l'économie de marché *civilisée*, d'une nouvelle catégorie de droits civiques qui concerne les conditions de notre statut socioéconomique de citoyens libres. Et cela, dans un esprit libéral, en tant que droits économiques émancipateurs, à la différence des concepts traditionnels d'Etat social qui se bornent essentiellement à soulager les symptômes des entraves aux libertés, c'est-à-dire l'impuissance structurelle des perdants de la concurrence à se tirer d'affaire. Si l'on veut vraiment endiguer l'Etat social, qui corrige les effets du marché surtout après coup, il faut, avant qu'ils se fassent sentir, garantir à chacun, en tant que conditions initiales de la concurrence, des chances équitables de mener une existence autonome.»

«On sait que les sociétés libérales démocratiques ont besoin de citoyens adultes, responsables. C'est pourquoi la culture générale comprend une instruction civique qui aborde non seulement les mécanismes mais aussi l'«esprit» républicain de cette conception de la société. Mais plus l'évolution de la société est déterminée non (seulement) par la politique mais par les forces économiques, plus il me paraît nécessaire de compléter cette instruction civique par une «instruction économique».

A la différence de l'enseignement traditionnel de l'économie, cette dernière ne se contenterait pas de présenter la logique de l'économie de marché mais elle amènerait les élèves à réfléchir de manière approfondie au conflit existant entre la rationalité du système économique et les principes directeurs de caractère éthique et politique de la société dans laquelle nous voudrions vivre afin qu'ils se rendent compte de toute la logique de l'activité économique.»

Extraits de Peter Ulrich, Die gesellschaftliche Einbettung der Marktwirtschaft

Sommes-nous prêts à la guerre avec un Iran diabolisé?

Pourquoi les USA veulent délégitimer les élections iraniennes

par Paul Craig Roberts, USA*

Quelle attention les médias américains accordent-ils aux élections japonaises, indiennes, argentines ou à celle de tout autre pays? Combien d'Américains, ou de journalistes américains savent-ils qui exerce des fonctions politiques dans un pays étranger, si l'on excepte l'Angleterre, la France et l'Allemagne? Qui connaît les noms du chef de gouvernement suisse, néerlandais, brésilien, japonais, voire chinois?

Mais beaucoup connaissent *Ahmadinejad*, le Président iranien. Pour une raison évidente: les médias US le diabolisent chaque jour.

La diabolisation d'*Ahmadinejad* par les médias US suffit à illustrer le degré d'ignorance des Américains. Le Président iranien n'est pas un souverain. Il n'est pas commandant en chef des armées. Il ne peut décider d'aucune ligne politique en dehors des limites fixées par les souverains iraniens: les ayatollahs, qui refusent de voir l'argent américain précipiter la révolution iranienne dans une des «révolutions colorées».

Les Iraniens ont fait d'amères expériences avec l'administration US. Leur premier gouvernement démocratique, après avoir débarqué le pays de son statut d'occupé et de colonisé a été renversé par les USA dans les années 50. Ces derniers ont remplacé le candidat élu par un dictateur qui torturait et assassinait tous ceux qui, à sa différence, pensaient que l'Iran devait être indépendant et non gouverné par une marionnette dont les USA tiraient les fils.

La «superpuissance» américaine n'a jamais pardonné aux ayatollahs iraniens la révolution iranienne à la fin des années 70. Ces derniers ont renversé le gouvernement fantoche du pays, pris en otage le personnel de l'ambassade US, considérée comme un «repaire d'espions»; pendant que des étudiants iraniens reconstituaient les documents de l'ambassade, dénichés par un destructeur de documents et qui prouvaient la complicité des USA dans le renversement de la démocratie iranienne.

Les médias américains, véritable Ministère de la propagande sous le contrôle du gouvernement, ont réagi à la réélection d'*Ahmadinejad* en montrant en boucle des Iraniens qui contestaient par la violence des élections entachées de fraude. Fraude que l'on donne pour avérée, alors qu'il n'en est aucune preuve. A l'époque de *George W. Bush* et *Karl Rove*, une fraude électorale parfaitement avérée a été, elle, tout simplement ignorée par les médias US.

Les chefs d'Etat britannique et allemand, à notre botte, se sont joints aux opérations américaines de «guerre psychologique». Bien que discrédité, le Ministre britannique des Affaires étrangères, *David Miliband*, a exprimé lors d'une rencontre interministérielle européenne à Luxembourg ses «graves doutes» quant à la victoire d'*Ahmadinejad*. Il se contenta de suivre les instructions dictées par Washington et d'ajouter foi aux affirmations du candidat battu, le préféré de l'administration américaine.

La chancelière allemande, *Angela Merkel*, s'est elle aussi laissée forcer la main. Elle s'en remet à l'ambassadeur iranien pour exiger «plus de transparence» en matière électorale.

Même la gauche américaine s'est rangée à la propagande du gouvernement. Dans un article de *The Nation*, *Robert Dreyfus* présente les opinions d'un dissident iranien survolté comme la vérité absolue sur ces «élections illégitimes», qualifiées de «coup d'Etat.»

* Paul Craig Roberts a été Sous-secrétaire au Trésor de la première administration Reagan et coéditeur du *Wall Street Journal*. Il a reçu de nombreuses distinctions, dont le William E. Simon Chair, Center for Strategic and International Studies, Georgetown University, et le Senior Research Fellow, Hoover Institution, Stanford University. Le Président français *François Mitterrand* l'a décoré de la Légion d'honneur. Dernier ouvrage paru: *The Tyranny of Good Intentions: How Prosecutors and Bureaucrats Are Trampling the Constitution in the Name of Justice* (en collaboration avec Lawrence M. Stratton) [La tyrannie des bonnes intentions: comment des procureurs et des bureaucrates piétinent la Constitution au nom de la Justice] (2000).



(photo uh)

Quelle est la source d'information des médias US et des Etats à leur botte? Uniquement les affirmations du candidat battu, que Washington préfère.

Mais on a des preuves solides du contraire. Des sondages américains ont mené avant les élections une enquête indépendante et objective. *Ken Ballen*, sondeur au *Center for Public Opinion*, et *Patrick Doherty*, de la *New America Foundation*, deux organisations à but non lucratif, publient leurs résultats dans le *Washington Post* du 15 juin. Le sondage a été financé par la *Fondation Rockefeller* et réalisé en farsi par un «institut de sondage dont le travail dans cette région, effectué pour le compte de *ABC News* et de la *BBC*, a été récompensé par un *Emmy Award*».²

Les résultats de ce sondage, la seule information véritable dont nous disposions à ce jour, montrent que les résultats du vote correspondent aux souhaits du peuple iranien. Nous apprenons, entre autres informations extrêmement intéressantes, que

«nombre d'experts prétendent que la large victoire du Président en fonction, *Mahmoud Ahmadinejad*, est le résultat d'une fraude ou d'une manipulation, mais notre sondage, effectué dans tout le pays 3 semaines avant les élections, montre qu'*Ahmadinejad* recueillait les 2/3 des voix – un succès plus net que celui que lui ont accordé les urnes.

Alors que les actualités occidentales montraient, dans les jours précédant le vote,

l'enthousiasme de l'opinion publique à Téhéran en faveur de *Mir Hussein Moussavi*, le principal opposant, nos échantillons, recueillis de manière scientifique dans la totalité des 30 provinces, donnaient *Ahmadinejad* clairement gagnant.

Les seuls groupes de population qui donnaient à *Moussavi* la majorité ou un nombre de voix équivalent étaient les étudiants ou universitaires et les ménages les plus riches. Lorsque nous avons effectué notre sondage, presque un tiers des Iraniens était encore indécis. Mais la répartition des voix que nous avons constatée reflète celle qu'ont annoncée les autorités iraniennes, ce qui suggère l'absence de fraude électorale massive.»

De nombreuses informations font état d'un programme US de déstabilisation de l'Iran. On a écrit que les USA finançaient des attentats à l'explosif et des assassinats sur le sol iranien. Pour les médias américains c'est un motif de vantardise, car c'est une illustration de la capacité des USA à mettre au pas les pays étrangers qui ne pensent pas comme eux. Pour quelques médias étrangers, c'est la preuve de l'amoralité intrinsèque de l'administration américaine.

L'ex-chef des armées pakistanaïses, le général *Mirza Aslam Beig*, a déclaré le 15 juin à *Pashto Radio* que des informations incontestées, recueillies par les services secrets, at-

Opérations de services secrets menées contre l'Iran?

«D'anciens et actuels fonctionnaires travaillant pour les services secrets ont informé ABC que la CIA avait reçu une autorisation secrète du président de mettre en place une opération secrète et couverte afin de déstabiliser le gouvernement iranien.

Source: *Brian Ross* et *Richard Esposito* dans *ABC News* du 24/5/07, d'après: *Paul Craig Roberts*. Are the Iranian Election Protests Another US Orchestrated «Color Revolution»? (Est-ce que les protestations contre le résultat électoral en 2009, en Iran, représentent une nouvelle «Révolution colorée» orchestrée par les Etats-Unis?) 19/6/2009. www.vdare.com/roberts/090619_iran.htm

«*M. Bush* a mis sa signature sous un document officiel préconisant des projets menés par la CIA en faveur d'une campagne de propagande et de désinformation visant la déstabilisation et finalement le renversement du régime théocratique des mollahs.»

Source: «*London Telegraph*», du 27/5/2007, d'après: *Paul Craig Roberts*. Are the Iranian Election Protests Another US Orchestrated «Color Revolution»? ...

«Selon des sources du service secret militaire et du congrès, le congrès américain a approuvé une motion soutenue par le président *Bush*, fin 2008, qui avait pour but de financer l'extension des opérations secrètes contre l'Iran. Ces opérations pour lesquelles le président *Bush* a demandé environ 400 millions de dollars ont été décrites dans une directive signée par *Bush* et ont pour but de déstabiliser la direction religieuse du pays.»

Source: *Seymour Hersh* dans *The New Yorker*, du 29/6/2008, d'après *Paul Craig Roberts*. Are the Iranian Election Protests Another US Orchestrated «Color Revolution»? ...

«Le N.E.D., *National Endowment for Democracy*, a dépensé des millions de dollars pour faire avancer des «Révolutions colorées». [...] Une part de cet argent a apparemment réussi à parvenir entre les mains des groupes sympathisants de *Moussavi*, qui ont des liens avec des organisations non gouvernementales basées en dehors de l'Iran, qui, elles aussi, sont financées par le N.E.D.»

Source: *Kenneth Timmerman*, néoconservateur, à la veille des élections présidentielles en Iran, d'après *Paul Craig Roberts*. Are the Iranian Election Protests Another US Orchestrated «Color Revolution»? ...

(Traduction Horizons et débats)

testent l'ingérence des USA dans les élections iraniennes: «Ces documents prouvent que la CIA a dépensé 400 millions de dollars pour fabriquer *ex nihilo* une révolution colorée, mais creuse.»

On a beaucoup parlé et beaucoup discuté de l'efficacité avec laquelle les USA ont financé des «révolutions colorées» dans les ex-républiques soviétiques d'Ukraine et de Géorgie, ainsi que dans d'autres parties de l'ex-empire soviétique, ce qui pour les médias américains attestait la toute-puissance et le droit naturel des USA, alors que les médias étrangers y voyaient un signe de l'ingérence US dans les affaires intérieures d'autres pays. Il n'est sûrement pas impossible que *Mir-Hussein Moussavi* soit un vendu, un agent payé par l'administration américaine. Il nous faut pas nous voiler la face devant les opérations de guerre psychologique que les USA mènent par le biais de médias américains et étrangers, aussi bien en direction des Américains que des étrangers. Nombre d'articles ont traité de ce sujet.

Considérez les élections iraniennes sous l'angle du simple bon sens. Ni moi ni la grande majorité de mes lecteurs ne sommes grands connaisseurs de l'Iran. Mais simplement sous l'angle du bon sens: Si votre pays était constamment sous la menace d'une invasion par deux pays disposant de forces armées infiniment supérieures aux vôtres, comme l'Iran du fait des USA et d'Israël, abandonneriez-vous le défenseur le plus acharné de votre pays pour lui préférer le candidat favori des deux autres?

Croyez-vous que le but des élections iraniennes est de faire du pays un Etat satellite des USA?

L'Iran est une société ancienne et raffinée. Une grande partie des intellectuels est sécularisée. Un pourcentage significatif, sinon important, de la jeunesse sacrifie à l'idéologie hédoniste et ultra-individualiste occidentale. L'argent américain est parfaitement à même d'organiser ces fractions pour les faire crier haro sur leur gouvernement et les restrictions que l'Islam impose à leur comportement.

L'administration américaine se sert de ces Iraniens occidentalisés pour créer les conditions d'un discrédit jeté sur les élections et le gouvernement iraniens.

Le 14 juin le bureau de Washington de *McClatchy*,³ qui essaie parfois de donner des informations exactes, s'est rangé à l'idée d'une guerre psychologique menée par Washington et a déclaré: «Les résultats des élections iraniennes nuisent aux efforts d'*Obama* pour établir des relations avec l'Iran.» Derrière ces mots se profile la laide grimace de «l'échec diplomatique» qui justifierait le recours à la solution militaire.

Connaissant parfaitement de l'intérieur les procédés de l'administration américaine, je pense que cette administration, en manipulant les médias américains et ceux de ses Etats satellites, projette de discréditer le gouvernement iranien en le présentant comme l'opresseur de son propre peuple, dont il essaie d'étouffer la volonté. Ce faisant, l'administration américaine prépare une agression militaire de l'Iran.

Avec l'aide de *Moussavi* l'administration américaine fabrique un autre «peuple opprimé», qui, comme les Irakiens sous *Saddam Hussein*, a grand besoin de l'argent et du sang américains pour se libérer. *Moussavi*, le candidat des USA aux élections iraniennes – et qui a été battu – avait-il été choisi par Washington pour devenir le dirigeant fantoche de son pays?

La grande superpuissance machiste a soif de rétablir son hégémonie sur le peuple iranien et ainsi solder ses comptes avec les ayatollahs qui en 1978 avaient mis fin à la domination américaine sur l'Iran. Voilà le scénario choisi. On le voit chaque minute à la télévision.

Une kyrielle d'«experts» soutient ce scénario. Un exemple parmi cent: *Gary Sick*, naguère membre du Conseil national de Sécu-

A propos d'élections en Autriche d'un pseudo-parlement de l'Union européenne

par Henri Houlmann, La Chaux-de-Fonds

Chaque encyclopédie vous dira qu'un parlement est le siège de députés élus par le peuple avec les compétences

- d'édicter des lois,
- de déterminer le budget,
- de contrôler le gouvernement.

Ce qui se fait appeler «Parlement» dans l'Union européenne ne possède aucune de ces compétences. De plus, il n'est pas européen, l'Union européenne comptant 27 pays sur 45. Enfin, il ne peut pas même soumettre des propositions de lois, ce privilège étant réservé à la Commission européenne, qui ne jouit d'aucune légitimation.

Pas plus d'ailleurs que de donner une ligne de conduite politique. Cette dernière repose sur le principe défini dans le Traité de Maastricht, toujours en vigueur:

Le Conseil européen qui réunit les chefs d'Etat ou de gouvernement des membres ainsi que le Président de la Commission donne à l'Union les impulsions nécessaires à son développement et en définit les orientations politiques générales. Les décisions du Conseil européen – prescriptions, directives, décisions – se prennent après proposition de la Commission européenne et audition d'experts; ces propositions peuvent être acceptées, modifiées ou refusées sans recours.

Selon une étude parue dans la NZZ du 30 mai, il y a actuellement dans l'UE quatre processus de décisions différents auxquels est associée le Parlement. Dans certains domaines, notamment la «Politique extérieure et de sécurité», il n'a pas son mot à dire.

- La forme la plus insignifiante de cette association est l'*audition*. Dans ce cas, les propositions de lois doivent être soumises au Parlement pour *consultation*, avant de pouvoir entrer en vigueur.
- Dans le *processus d'approbation* le Parlement doit donner son *accord*: il a donc un droit de veto. Mais il n'a *aucune influence* sur le contenu. Ce processus est applicable par exemple lors d'extensions.
- Le *processus de coopération* a largement perdu de son importance, n'étant plus guère valable que dans les domaines de l'union économique et monétaire. Depuis 1999, il n'a été utilisé qu'une seule fois. Le Parlement peut toutefois modifier ou compléter

des projets de lois, mais peut être *mis en minorité* par le Conseil des Etats membres, en consensus.

- Le *processus de co-décision* est devenu le processus de législation le plus important; il serait encore étendu à d'autres domaines politiques en cas d'acceptation du Traité de Lisbonne. Il s'agit du fait que *tant* le Parlement *que* le Conseil des Etats-membres *traitent* un projet de loi. Le projet en question ne peut toutefois être traité que trois fois; si le Parlement et le Conseil ne trouvent pas de compromis, on renonce au projet.

Lorsqu'on procède à une analyse de ce langage, on constate que le terme de décision n'existe pas. Le Parlement ne décide pas. On trouve les termes et expressions suivants:

associé – pas son mot à dire – consultation – accord – aucune influence – perdre son importance – être mis en minorité – *tant* le Parlement *que* le Conseil des Etats-membres *traitent* un projet de loi.

On constate aussi que ce pseudo-parlement est chapeauté, soit par le Conseil des ministres, soit pas la Commission, il est donc toujours en arrière-plan.

Ce qui fait dire à Robert Menasse, auteur autrichien contemporain très connu, que «Maintenant nous allons élire le Parlement européen qui n'a guère de compétences. A l'opposé de la Commission – que nous n'avons toutefois pas élue».

On peut donc légitimement se poser la question de la valeur des élections. C'est bien ce que se demandent les populations, d'où un taux de participation ridiculement bas (pour l'ensemble de l'UE 43,1% contre 45,5% lors des élections en 2004). Il apparaît aussi très rapidement qu'elles ne portent, en fait, pas sur l'Union européenne, mais restent largement fixées sur les problèmes de chaque pays.

Les slogans

On retrouve ce phénomène dans la propagande électorale de presque tous les partis. Toutefois la plupart des slogans ne veulent rien dire, p.ex. «Pour renforcer l'Autriche, votez pour nous» ou «L'équipe A pour l'Europe» ou «C'est juste pour l'Europe» ou «C'est mieux pour l'Europe». En lisant atten-

tivement la presse, par exemple «Die Presse», journal plutôt favorable à l'Union européenne, on constate qu'il y a quelque prise de conscience des graves problèmes de sécurité. Cependant, comme presque personne ne veut s'attaquer à ces difficultés de la population, la propagande politique tourne à l'attaque personnelle. On pense, en traitant les autres de «nazis», pouvoir occulter les problèmes; qu'il suffit de pousser des cris d'orfraie pour avoir raison de se taire sur l'essentiel. On assiste ainsi à un véritable festival d'hypocrisie.

Les résultats en Autriche

Le taux de participation a atteint 42,4% – les partis favorables à l'UE, telle qu'elle se présente actuellement, ont perdu des voix (socialistes –9,48%; conservateurs –3,01%; les Verts –3,39%). En revanche les listes nettement opposées à cette UE ont gagné: Hans-Peter Martin (ancien journaliste au Spiegel, importante revue politique allemande), soutenu par le journal de masse «Die Krone», a atteint 17,87%, soit +3,89% et le FPÖ 13,08%,

soit +6,77%. Il est intéressant d'établir un parallèle:

En 1994, lors de la votation pour l'adhésion à l'UE 81% des votants se rendent aux urnes, 64% approuvant l'adhésion, ce qui représentait 53% du corps électoral. Lorsqu'on prend maintenant les pourcentages de celles et ceux qui ont voté en opposition à l'UE (donc Martin, FPÖ et BZÖ, «ancien parti de feu Jörg Haider») on atteint 35,61%, soit un tiers des votants. Donc 64,39% peuvent passer pour favorable à l'UE, mais sur seulement 42,4% de participation, ce qui représente 15% du corps électoral, contre 53% il y a 15 ans. Ce résultat en dit long.

Certes, la grande majorité des opposants à l'UE ne sont pas des partisans d'un retrait de leur pays. Il existe bien un mouvement «Heimat und Umwelt» qui s'engage fortement pour faire sortir l'Autriche de l'UE, mais il reste encore très faible. Les gens ressentent quelques craintes face au caractère agressif des instances de l'UE. Ils n'ont pas oublié l'agression de l'an 2000. •

Paris bizarre

fg. De «Candide» à «Ubu roi», la littérature française est jalonnée d'humour noir. Actuellement, la réalité semble toutefois dépasser la fiction. Un cas dont le thème est l'écart toujours plus marqué entre les gros et petits revenus et un autre dans lequel la «Justice» recourt aux arguments les plus tendancieux pour se justifier l'ont confirmé récemment.

Il y a quelques semaines, une douzaine de membres du mouvement «Sauvons les riches» a occupé le très sélect Restaurant Bristol, à Paris. A leur menu figuraient baguette, camembert et Dallas. On a sablé un moussoux grand cru à 1.50 euro. Toutefois, l'intervention de vigiles à mis fin à la plaisanterie.

Une institution bien connue, à savoir la Cour d'appel de Paris, nous fournit le second exemple. Ont comparu devant la Cour cinq des douze militaires victimes d'expériences nucléaires – sept sont déjà décédés – qui, à la suite de l'irradiation, souffrent de cancer de

la peau ou des reins, voire de leucémie. Les victimes ou leurs familles intentent une action en dommage-intérêts.

La Cour a débouté les demandeurs sans entrer en matière sur le fond. A propos de presque tous les demandeurs, elle a constaté que la loi s'opposait à des dédommagements parce que les expériences nucléaires dont ils étaient victimes avaient eu lieu avant le 1^{er} janvier 1976! Reste le cas du soldat victime des expériences nucléaires faites en Polynésie en 1983/84: il a intenté son action devant la fausse instance!

Potentiellement, quelque 150 000 personnes sont dans une situation analogue à celle des demandeurs. Par bonheur, le gouvernement français a reconnu il y a quelques mois, après de nombreux autres exécutifs, que le versement de dédommagements était inévitable. Cependant, il n'a pas poussé la magnanimité au point de reconnaître que les gouvernements de l'époque s'étaient rendus coupables de grave négligence. •

«Sommes-nous prêts à la guerre ...»

suite de la page 3

rité et actuellement enseignant à la Columbia University.

«S'ils avaient eu des ambitions plus modestes et avaient dit qu'Ahmadinejad avait remporté l'élection avec 51% de voix, déclare Sick, les Iraniens auraient eu des doutes, mais ils auraient accepté le verdict. Mais quand le gouvernement proteste qu'Ahmadinejad a obtenu 62% des voix, ce n'est plus crédible». «Je pense, poursuit Sick, qu'un seuil a été franchi: la révolution islamique, qui revendiquait de tirer sa légitimité du soutien de la population, se maintient de plus en plus par la répression. La voix du peuple reste ignorée».

Or la seule information fondée est le sondage mentionné plus haut, qui donnait Ahmadinejad comme favori, avec 2/3 d'intentions de vote.

Mais là comme toutes les fois où il s'agit de l'hégémonie américaine sur d'autres peuples, la vérité et les faits ne jouent aucun rôle. Nous sommes dans le règne du mensonge et de la propagande.

Dévorée par leur ambition hégémonique, les Etats-Unis sont condamnés à triompher des autres, au mépris de la morale et de la justice. Leur scénario continuera à se dérouler, menaçant le monde entier, jusqu'à ce qu'eux-mêmes se conduisent à la banqueroute, après s'être aliénés le reste du monde au point de se retrouver isolés et partout méprisés. •

(Traduit par Michèle Mialane et révisé par Fausto Giudice, www.tlaxcala.es)

¹ Hebdomadaire US de gauche

² The Iranian People Speak, par Ken Ballen et Patrick Doherty, Washington Post du 15/6/09

³ McClatchy est une maison d'édition américaine comptant au total 14000 collaborateurs et éditant plusieurs journaux et plates-formes Internet, dont le McClatchy Washington Bureau.



(photo uh)

La propagande sur Internet des USA

Dès le début des manifestations, l'émetteur américain Voice of America, et la radio britannique BBC, diffusant sur ses ondes des émissions en persan, constituent la source d'informations principale pour bien des Iraniens. Les réseaux online Facebook et Twitter basés aux Etats-Unis, sont d'une importance immense pour les manifestations en cours.

Le gouvernement des USA est au courant de ce que valent ces instruments. C'est le 15 juin dernier que le fondateur de Twitter, Jack Dorsey, a reçu un courrier électronique officiel du ministère des Affaires étrangères.

Dans ce mail on avait demandé aux responsables de Twitter de renvoyer des travaux de maintenance pour réparer le système. Il s'agissait d'empêcher la fermeture du système Twitter en République d'Iran. Le «New York Times» avait désigné cette démarche comme étant un tournant dans l'Histoire médiatique. Le gouvernement américain aurait reconnu ainsi qu'un service de microblogging n'ayant pas encore quatre ans d'existence aurait le potentiel de changer le cours de l'Histoire, et cela dans un pays islamique marqué par une culture ancienne de plusieurs milliers d'années déjà.

Source: Spiegel Online du 17/6/09

Un copain de Michael Ledeen

Ce n'est pas un secret que l'ancien président américain George W. Bush, qui avait mis Téhéran sur la liste des pays appelés «l'Axe du Mal», a fait dégager par le Congrès en 2002 déjà 20 millions de dollars pour la «promotion de la démocratie en Iran». En 2006, l'administration américaine a accordé encore 75 millions de dollars. Une partie de cet argent était destinée à des «cercles d'amis» en Iran, et à diverses organisations non-gouvernementales et de droit humains. On ne sait pas si partie de ces sommes sont parvenues à Moussavi et ses conseillers à Londres et à Paris. Ce qu'on sait de source certaine, c'est que Moussavi est

depuis le milieu des années 80 un bon ami du néoconservateur américain extrême, Michael Ledeen. En 2001, Ledeen avait fondé la «Coalition pour la démocratie en Iran» (CDI) pour – tout comme l'ancien directeur du CIA Woolsey – travailler à un changement de régime à Téhéran. Moussavi et Ledeen ont fait connaissance, lors de l'Affaire Irangate. Ils ont un ami commun en la personne de l'ancien trafiquant d'armes Manuchehr Ghorbanifar, personnage – clé dans cette affaire et agent de divers services secrets.

Source: «junge Welt» du 17/6/09

De Mossadegh à Ahmadinejad

La CIA et le laboratoire iranien

par Thierry Meyssan*

La nouvelle d'une possible fraude électorale s'est répandue à Téhéran comme une traînée de poudre et a poussé dans la rue les partisans de l'ayatollah Rafsanjani contre ceux de l'ayatollah Khamenei. Ce chaos est provoqué en sous-main par la CIA qui sème la confusion en inondant les Iraniens de messages SMS contradictoires. Thierry Meyssan relate cette expérience de guerre psychologique.

En mars 2000, la secrétaire d'Etat Madeleine Albright a admis que l'administration Eisenhower avait organisé un changement de régime, en 1953, en Iran et que cet événement historique explique l'hostilité actuelle des Iraniens face aux Etats-Unis. La semaine dernière, lors de son discours du Caire adressé aux musulmans, le président Obama a officiellement reconnu qu'en pleine Guerre froide, les Etats-Unis ont joué un rôle dans le renversement d'un gouvernement iranien démocratiquement élu.¹

A l'époque, l'Iran est contrôlée par une monarchie d'opérette dirigée par le Shah Mohammad Reza Pahlavi. Il avait été placé sur le trône par les Britanniques, qui avaient forcé son père, l'officier cosaque pro-nazi Reza Pahlavi, à démissionner. Cependant, le Shah doit composer avec un Premier ministre nationaliste Mohammad Mossadegh. Celui-ci, avec l'aide de l'ayatollah Abou al-Qassem Kachani, nationalise les ressources pétrolières.² Furieux, les Britanniques convainquent les Etats-Unis qu'il faut stopper la dérive iranienne avant que le pays ne sombre dans le communisme. La CIA met alors en place l'Opération Ajax visant à renverser Mossadegh avec l'aide du Shah, et à le remplacer par le général nazi Fazlollah Zahedi, jusque là détenu par les Britanniques. Il installera le régime de terreur le plus cruel de l'époque, tandis que le chah servira de couverture à ses exactions en posant pour les magazines people occidentaux.

L'opération Ajax – un modèle de subversion

L'opération Ajax fut dirigée par l'archéologue Donald Wilber, l'historien Kermit Roosevelt (le petit-fils du président Theodore Roose-

* Analyste politique, fondateur du Réseau Voltaire. Dernier ouvrage paru: *L'Effroyable imposture 2. Le remodelage du Proche-Orient et la guerre israélienne contre le Liban.*

velt) et le général Norman Schwartzkopf Sr. (dont le fils homonyme a commandé l'opération Tempête du désert). Elle reste un modèle de subversion. La CIA imagine un scénario qui donne l'impression d'un soulèvement populaire alors qu'il s'agit d'une opération secrète. Le clou du spectacle étant une manifestation à Téhéran avec 8000 figurants payés par l'Agence pour fournir des photos convaincantes à la presse occidentale.³

L'Histoire se répéterait-elle? Washington a renoncé à attaquer militairement l'Iran et a dissuadé Israël de prendre une telle initiative. Pour parvenir à «changer le régime», l'administration Obama préfère jouer la carte – moins dangereuse, mais plus aléatoire – de l'action secrète. A l'issue de l'élection présidentielle iranienne, de vastes manifestations opposent dans les rues de Téhéran les partisans du président Mahmoud Ahmadinejad et du guide Ali Khamenei d'un côté, aux partisans du candidat malheureux Mir-Hossein Mousavi et de l'ex-président Akbar Hashemi Rafsanjani de l'autre. Elles traduisent un profond clivage dans la société iranienne entre un prolétariat nationaliste et une bourgeoisie qui déplore d'être tenue à l'écart de la globalisation économique.⁴ Agissant en sous-main, Washington tente de peser sur les événements pour renverser le président réélu.

Une arme nouvelle: la maîtrise des téléphones portables

Une nouvelle fois, l'Iran est un champ d'expérimentation de méthodes innovantes de subversion. La CIA s'appuie en 2009 sur une arme nouvelle: la maîtrise des téléphones portables.

Depuis la généralisation des téléphones portables, les services secrets anglo-saxons ont multiplié leurs capacités d'interception. Alors que l'écoute des téléphones filaires nécessite la pose de bretelles de dérivation, donc des agents sur place, l'écoute des portables peut se faire à distance grâce au réseau Echelon. Toutefois, ce système ne permet pas d'interception des communications téléphoniques via Skype, d'où le succès des téléphones Skype dans les zones de conflit.⁵ La National Security Agency (NSA) vient donc de démarcher les fournisseurs d'accès internet du monde entier pour obtenir leur concours. Ceux qui ont accepté ont été grassement rétribués.⁶

Dans les pays qu'ils occupent – Irak, Afghanistan et Pakistan –, les Anglo-Saxons interceptent la totalité des conversations téléphoniques qu'elles soient émises par des portables ou qu'elles soient filaires. Le but n'est pas de disposer de retranscription de telle ou telle conversation, mais d'identifier les «réseaux sociaux». En d'autres termes, les téléphones sont des mouchards qui permettent de savoir avec qui une personne donnée est en relation. Partant de là, on peut espérer identifier les réseaux de résistance. Dans un second temps, les téléphones permettent de localiser les cibles identifiées, et de les «neutraliser».

C'est pourquoi, en février 2008, les insurgés afghans ont ordonné aux divers opérateurs de stopper leur activité chaque jour de 17h à 03h, de manière à empêcher les Anglo-Saxons de suivre leurs déplacements. Les antennes-relais de ceux qui ont contrevenu à cet ordre ont été détruites.⁷

A l'inverse, – hormis une centrale téléphonique touchée par erreur –, les forces israéliennes se sont bien gardées de bombarder les relais téléphoniques à Gaza, lors de l'opération *Plomb durci*, en décembre 2008 – janvier 2009. Il s'agit là d'un changement complet de stratégie chez les Occidentaux. Depuis la guerre du Golfe prévalait la «théorie des cinq cercles» du colonel John A. Warden: le bombardement des infrastructures de téléphonie était considéré comme un objectif stratégique à la fois pour plonger la population dans la confusion et pour couper les communications entre les centres de commandement et les combattants. Désormais, c'est le contraire, il faut protéger les infrastructures de télécommunications. Durant les bombardements de Gaza, l'opérateur *Jawwal*⁸ a offert du crédit à ses abonnés, officiellement pour leur venir en aide, de facto dans l'intérêt des Israéliens.

Franchissant un pas, les services secrets anglo-saxons et israéliens ont développé des méthodes de guerre psychologique basées sur l'usage extensif des portables. En juillet 2008, après l'échange de prisonniers et dépuilles entre Israël et le Hezbollah, des robots ont lancé des dizaines de milliers d'appels vers des portables libanais. Une voix en arabe mettait en garde contre toute participation à la Résistance et dénigrant le Hezbollah. Le ministre libanais des télécoms, Jibril Bassil,⁹ avait déposé une plainte à l'ONU

contre cette flagrante violation de la souveraineté des pays.¹⁰

Sur le même modèle des dizaines de milliers de Libanais et de Syriens ont reçu un appel automatique en octobre 2008 leur proposant 10 millions de dollars contre toute information qui permettrait de localiser et de délivrer des soldats israéliens prisonniers. Les personnes intéressées pour collaborer étaient invitées à joindre un numéro au Royaume-Uni.¹¹

Intoxiquer la population pour canaliser le mécontentement

Cette méthode vient d'être employée en Iran pour intoxiquer la population en répandant des nouvelles choquantes, et pour canaliser le mécontentement qu'elles suscitent.

En premier lieu, il s'est agit de répandre par SMS durant la nuit du dépouillement la nouvelle selon laquelle le Conseil des gardiens de la Constitution (équivalent de la Cour constitutionnelle) avaient informé Mir-Hossein Mousavi de sa victoire. Dès lors, l'annonce, plusieurs heures plus tard des résultats officiels – la réélection de Mahmoud Ahmadinejad avec 64% des suffrages exprimés – paraissait un gigantesque trucage. Pourtant, trois jours plus tôt, M. Mousavi et ses amis considéraient la victoire massive de M. Ahmadinejad comme certaine et s'efforçaient de l'expliquer par des déséquilibres dans la campagne électorale. Ainsi l'ex-président Akbar Hashemi Rafsanjani détaillait ses griefs dans une lettre ouverte. Les instituts de sondage US en Iran pronostiquaient une avance de M. Ahmadinejad de 20 points sur M. Mousavi.¹² A aucun moment, la victoire de M. Mousavi n'a paru possible, même s'il est probable que des trucages ont accentué la marge entre les deux candidats.

Dans un second temps, des citoyens ont été sélectionnés ou se sont fait connaître sur internet pour converser sur Facebook ou s'abonner à des fils de dépêche Twitter. Ils ont alors reçu, toujours par SMS, des informations – vraies ou fausses – sur l'évolution de la crise politique et les manifestations en cours. Ce sont ces dépêches anonymes qui ont répandu les nouvelles de fusillades et de morts nombreux; nouvelles à ce jour non confirmées. Par un malencontreux hasard de calendrier, la société Twitter devait sus-

Suite page 8

Pourquoi devrais-je mépriser le choix des Iraniens?

par Thierry Meyssan

hd. De nombreux lecteurs de l'article que nous reproduisons ci-dessus, publié le 17 juin sur www.voltairenet.org, y ont réagi avec colère. L'auteur y a répondu sur son site en date du 21 juin.

Mon récent article, «La CIA et le laboratoire iranien», m'a valu un abondant courriel, principalement injurieux. Il y avait bien longtemps que je n'avais pas reçu tant de protestations outrancières. La plupart de mes correspondants me reprochent d'être aveuglé par un «anti-américanisme viscéral» au point de défendre la «dictature des mollahs» et d'ignorer la vague de jeunes Iraniens luttant à main nue «pour la liberté». A y regarder de plus près ces courriels sont peu argumentés, mais empreints d'une passion irrationnelle; comme si on ne pouvait parler de l'Iran sans être emporté par ses émotions.

C'est que l'Iran n'est pas un Etat comme les autres. A l'instar de la France de 1789 et de l'URSS de 1917, l'Iran de 1979 a lancé un processus révolutionnaire qui conteste des aspects fondamentaux du modèle «occidental» triomphant; et il l'a fait à partir d'une foi religieuse. Trente ans plus tard, nous, «Occidentaux», conti-

nuons à ressentir la parole du Peuple iranien comme une condamnation morale de notre mode de vie, c'est-à-dire de la société de consommation et de l'impérialisme. A contrario, nous ne parvenons à trouver le repos qu'en nous persuadant que la réalité n'est qu'un rêve et que nos rêves sont la réalité. Les Iraniens aspireraient à vivre comme nous et en seraient empêchés par un affreux clergé enturbanné.

Pour expliquer l'Iran moderne à ceux qui veulent la comprendre, je ne sais pas où commencer. Trente ans de propagande ont forgé tant d'images fausses qu'il faut déconstruire une à une. La tâche est grande pour s'extraire du mensonge et le moment ne s'y prête guère. Je voudrais juste soulever quelques observations préalables.

La révolution islamique a accompli de grands progrès: les châtiments corporels sont devenus exceptionnels, le droit à remplace l'arbitraire, les femmes sont de plus en plus éduquées, les minorités religieuses sont toutes protégées – à l'exception malheureusement des Baha'is –, etc. Sur tous ces sujets, où nous trouvons le régime actuel exécrable, les Iraniens pensent, eux, qu'il est autrement plus civilisé

que la cruelle dictature du Shah imposée par Londres et Washington.

La révolution islamique a encore beaucoup à accomplir et doit en outre maîtriser ce système politique si oriental qui, pour donner une place à chacun, multiplie les structures administratives et conduit à la paralysie institutionnelle.

Bien sûr, à l'époque du Shah, il y avait aussi une bourgeoisie occidentalisée qui trouvait la vie plus belle. Elle envoyait ses enfants suivre des études en Europe et gaspillait sans compter aux fêtes de Persépolis. La révolution islamique a aboli ses privilèges. Ses petits-enfants sont aujourd'hui dans la rue. Avec le soutien des Etats-Unis. Ils veulent reconquérir ce dont leurs familles ont été privées et qui n'a rien à voir avec la liberté.

En quelques années, l'Iran a retrouvé le prestige qu'elle avait perdu. Son Peuple s'enorgueillit d'avoir prêté assistance aux Palestiniens et aux Libanais auxquels il a offert la reconstruction de leurs maisons détruites par Israël et des armes pour se défendre et retrouver leur dignité. Il a secouru les Afghans et les Irakiens, victimes de régimes pro-occidentaux puis des Occidentaux eux-mêmes. Cette solidarité, les Iraniens l'ont payée au prix fort avec la

guerre, le terrorisme et les sanctions économiques.

Pour ma part, je suis démocrate. J'attache de l'importance à la volonté populaire. Je n'avais pas compris pourquoi il fallait proclamer la victoire de George W. Bush avant de dépouiller les votes des citoyens états-uniens en Floride. Je n'avais pas non plus compris pourquoi, avec la bourgeoisie de Caracas, il fallait féliciter Pedro Carmona d'avoir placé Hugo Chavez en prison, quand le Peuple vénézuélien l'avait élu. Je ne comprends pas pourquoi il faut appeler Mahmoud Abbas, «Monsieur le président», alors qu'il empêche l'élection de son successeur en faisant séquestrer les représentants du Peuple palestinien dans les geôles israéliennes. Je ne comprends pas pourquoi on prépare l'application du Traité constitutionnel européen, sous une autre dénomination, alors que les électeurs l'ont rejeté. Et aujourd'hui, je ne vois pas au nom de quels fantasmes, je devrais encourager la population des quartiers nord de Téhéran à piétiner le suffrage universel, et à imposer Mousavi quand le Peuple a majoritairement choisi Ahmadinejad.

Source: www.voltairenet.org, 21/6/09

Agua – un objeto de la codicia económica y del poder político

¿Está preparada Suiza para protegerla?

Entrevista al Prof. Dr. Albert A. Stahel

hd. El Agua es un bien valioso – sin agua no existiría el planeta azul, la tierra, así como la conocemos. El agua es vida. Tanto el sentido común como el derecho humano y el derecho internacional, exigen que todo lo referente a algo de lo cual depende la vida en todas sus manifestaciones, debe considerar las necesidades de todos los seres vivientes: Es decir que todas las decisiones al respecto deben ser acordes al principio del bien común; deben ser duraderas y protectoras de nuestra vida, de la de nuestro prójimo y de las generaciones venideras, así como de los animales y plantas.

Pero sabemos que no es así. Millones de personas no cuentan con suficiente agua o no tienen ningún acceso al agua limpia y sana. Otro problema es que el agua se ha convertido cada vez más en un objeto de la codicia económica y del poder político. La ideología del mercado libre no conoce límites, y la codicia del máximo lucro conduce a sacar capital también de un bien vital.

Mientras que la geoestrategia de la política de poder en el siglo XX giraba alrededor de las reservas de petróleo, el disponer sobre las reservas de agua ocupa cada vez más el centro de sus consideraciones.

La posesión del agua puede convertirse en una cuestión de sobrevivencia para los estados. El peligro de que se recurra a la violencia como medio para lograrla, es grande.

Por eso es tan importante tomar conciencia de que lo concerniente al agua y a su protección sólo puede resolverse por medio de procesos verdaderamente democráticos. El dominio de unos pocos consorcios sobre el agua, y con ello sobre la vida, no debe ser posible. Al mismo tiempo tenemos que ser realistas y estar preparados ante las ambiciones de poder político de ciertos países y élites. En Suiza existe un importante castillo de agua de Europa, y esto podría despertar intereses estratégicos y de dominio político. La siguiente entrevista al experto en estrategia Prof. Dr. Albert A. Stahel deja claro que Suiza no sólo debe cuidar su buen sistema comunal de abastecimiento de agua, sino también estar preparada para hacer frente a las pretensiones de dominio de terceros, aun cuando éstas no se manifiesten en forma directa.

Horizons et débats: En el mundo de mañana – o quizá de hoy – el agua va a ser más importante que las reservas de petróleo para la sobrevivencia de los estados. Muchos expertos hablan del agua como el factor de conflicto del siglo XXI. ¿Cree Usted que esa problemática será de importancia para Suiza, el castillo de agua de Europa?

Prof. Dr. Albert A. Stahel: El conflicto por el agua ya existe hoy. Y no se trata en primer lugar sólo del agua potable sino del agua como factor de producción, sobre todo de productos alimenticios. Eso se ve por ejemplo en China que trata de conservar el agua por medio de represas. Además de China existen otras zonas en conflicto, por ejemplo Asia Central. En la época de la Unión Soviética no había prácticamente problemas porque todos esos estados formaban parte de ella. Recién después del desmoronamiento de la Unión Soviética surgieron los conflictos, por ejemplo entre Kirguistán y sus países vecinos Uzbequistán y Kazajistán. Kirguistán tiene agua suficiente, Uzbequistán y Kazajistán muy poca. Se sabe que el Lago Aral se está desecando debido al uso excesivo del Amudarya. La cuestión del agua no está aclarada en esa región, todavía no hay una regularización concreta.

También está el gran problema con el agua del Nilo, sobre todo del Nilo azul. Aquí habría un contrato entre Etiopía, Sudán y Egipto, pero Egipto está en la posición más fuerte por su poder militar y su población más numerosa. Ése es un caso interesante: Los estados que cuentan con agua no son los que están automáticamente en la mejor posición. Decisivo es el poder militar. Turquía es un buen ejemplo.

Turquía con Éufrates y Tigris es el poder dominante y puede imponerle a otros países lo



(foto gbh)

que quiera, por ejemplo a Siria e Irak. Pienso aquí en el proyecto de la represa Ilisu.

Otra región es Palestina. Allí el conflicto por el agua no es tan grave ya que el agua no es tan importante para Israel como se dice. Israel importa más productos alimenticios que los que produce. Detrás de la cuestión del agua está el control de las regiones ocupadas; la escasez del agua se instrumentaliza para aclarar un conflicto político.

Repito: el agua es un bien escaso y el mayor consumidor es la agricultura. Cuando el agua escasea, también escasean los productos alimenticios, y con ello la producción de esos productos agrícolas ganan en importancia; ésta es una cadena importante en la problemática del agua. También para la migración, por ejemplo, la alimentación es lo decisivo y no el agua potable.

Usted se refirió a la situación en el mundo. ¿Cómo es la situación con respecto a Suiza? Suiza tiene por ahora agua suficiente. ¿Existen en Europa codicias por el castillo de agua Suiza?

Se debe considerar que Suiza no es el castillo sino uno de los castillos de agua en Europa, están además: el Macizo Central en Francia, el este de los Alpes con Austria y toda la región de la Selva Negra. Es decir, hay castillos de agua que son decisivos. Suiza tiene una posición clave frente a un estado: Alemania. Aproximadamente una tercera parte del agua que Alemania necesita proviene de Suiza; Francia, un 17% e Italia todavía menos.

Todos los estados alrededor del Rin, dependen de su caudal. Hay un dicho que dice que el agua que consumen los holandeses ya ha sido bebida varias veces, es decir que ha cumplido su ciclo varias veces. El sur de Alemania depende en gran parte de Suiza, por ejemplo Stuttgart del Lago de Constanza. En caso de que el agua llegara a escasear, esa dependencia sería aún mayor. Entonces podría crecer la presión sobre Suiza para que provea más agua. Esto va a suceder, estoy seguro.

El problema será cómo hacer frente a esa presión. En realidad hay dos maneras de proceder: o bien no ceder pero formular estrategias que por medio de negociaciones podrían dar una respuesta – existe ya un acuerdo sobre el agua del lago de Constanza; la otra posibilidad es acceder a enviar más agua. El problema que tenemos hoy es que económicamente somos importantes, pero insigni-

ficantes en cuanto a poder político. La situación de poder político en Europa ha cambiado totalmente.

La cuestión del agua va a llevar a discusiones de poder político como sucedió con el aeropuerto de Zurich. El aeropuerto de Zurich es un caso ejemplar de pura política de poder. Cuando se construyó la terminal se redujo el tránsito en Zurich y para Munich esto resultó beneficioso. Se instrumentalizó las demandas de la población en Alemania del Sur [de reducir el ruido de aviones, ndt.] para presionar.

Los ataques que provienen de Steinbrück son pura política de poder, una política que va ligada a la política interna de Alemania. Se trata de ganar votos, y para ello se instrumentalizan los reclamos contra Suiza. Si ahora ya por algunos millones o miles de millones proceden de esa forma, cuando se trate de la cuestión del agua no van a tener miramientos; el disponer sobre el agua, sea agua potable o para la agricultura, es una cuestión existencial para millones de personas.

Éstos son todos casos modelos y habría que estudiar exactamente su transcurso, porque el problema del agua va a venir. Alemania con sus 80 millones habitantes y su necesidad de agua, eso es el problema. Y Suiza no debe estar en una situación política débil, porque cuando un estado está en una posición débil, otros lo van a presionar para imponerle las propias exigencias. Habrá que observar exactamente cómo se desarrolla ese proceso en dos sentidos: primero, con respecto a la necesidad de agua en Alemania, y segundo habrá que analizar exactamente el desarrollo de esos casos modelos. Esto ya se está realizando, y esto también se hace en Alemania.

El contrato sobre el uso del agua del lago de Constanza debe ser renovado en breve tiempo. Entonces habrá duras negociaciones. ¿Qué debe hacer Suiza?

Además de analizar las estrategias políticas deberíamos también analizar cómo proceder. Y aquí me refiero a la venta del valle de Urseren. A comienzos del año pasado escribí un artículo con el título: «¿Se vendió a la ligera el castillo de agua Gotthard?» Es absurdo que se haya vendido la mitad del valle de Urseren. Por poco dinero, 20 millones de francos suizos, el egipcio Sawiris pudo comprar toda la región al oeste del río Reuss, desde Andermatt hasta Hospental. Es un terreno enorme,

y sobre todo el terreno más importante para la agricultura. Se compró la joya del valle, una franja de terreno que pertenece al castillo de agua suizo y que hasta ahora era parte de nuestra efectiva defensa. Los ríos Aare y Reuss son decisivos para el abastecimiento de agua de la parte central del país.

La disponibilidad del agua para la agricultura va a devenir aún más importante, también a causa del crecimiento de la población. También en Europa algunos estados se van a desecar y no podrán tener más agricultura. España tiende a ello, también Portugal y Grecia. Turquía tiene agua suficiente con su castillo de agua en las montañas de Anatolia. Pero India está frente a una inminente escasez de agua. El conflicto con China por el agua del Himalaya no se ha resuelto aún. También el sureste de Asia depende del agua del Himalaya: Laos, Tailandia y Vietnam. Allí se van a producir graves conflictos a causa de la producción de productos alimenticios. Por eso, los estados que tienen castillos de agua, deben conservar su capacidad de defenderse.

Profesor Stahel, muchas gracias por esta entrevista.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Éditeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2009 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

«Tout d'abord l'éthique ...»

suite de la page 2

tière de définition de concepts.

Ne devrait-il pas s'intéresser beaucoup plus au pouvoir afin que les maux qu'il diagnostique puissent recevoir une thérapie?

Mais il le fait. Voici un exemple. Nous nous demandions pourquoi l'autorégulation du marché n'est pas bonne en soi. La première réponse est: parce que le marché est puissant. Quand un marché fonctionne de manière efficace – c'est ce que demandent les économistes, leur idéal – il reflète efficacement, dans le meilleur des cas, les rapports de forces réels entre l'offre et la demande, les «terms of trade».

Et c'est celui qui est politiquement fort qui détermine l'ordre économique.

Exactement. Chacun peut bien négocier sur le marché, avec le pouvoir dont il dispose, mais c'est tout. Or il se trouve que les plus forts, qui ne sont souvent pas conscients de leur pouvoir, ont toujours tendance à être favorables à la dérégulation, aux lois du marché et les plus faibles, qui sont en général conscients de leur faiblesse, réagissent de manière sceptique.

Ils veulent que le droit triomphe et non la raison du plus fort.

Exactement.

En d'autres termes, c'est la lutte éternelle entre la nature, où le plus fort s'impose au cours de l'évolution, et la culture où l'on recherche un équilibre grâce à la civilisation.

Tout à fait.

Est-ce cela, le débat idéologique dans le capitalisme d'aujourd'hui?

Ça me plaît bien. Je dirai que nous avons besoin, au sens propre, sans esprit polémique, d'une économie de marché civilisée, c'est-à-dire d'une économie dont le bon fonctionnement se mesure aux services rendus à la *civil society*, au modèle d'une société pleinement développée et bien organisée où les citoyens sont libres et égaux, idéal de l'ancienne Suisse que nous avons un peu perdu.

Et revoilà la question de l'idéal. Vous dites: Nous avons besoin de ceci, de cela. Mais l'éthicien de l'économie que vous êtes devrait aussi proposer des moyens d'y parvenir. Ou est-ce là l'éternelle question qu'on vous a posée toute votre vie et à laquelle vous ne voulez pas répondre?

Non, l'éthicien se complairait dans les mauvaises abstractions s'il ne désignait pas les responsables. Soyons concrets: Comme un ordre économique satisfaisant ne tombera pas du ciel, il faut bien qu'il y ait des responsables. Et c'est un peu compliqué dans une société moderne où les citoyens sont souverains. Sans citoyens qui possèdent un sens civique, il n'y a pas de *res publica*, de république bien ordonnée. C'est une idée réglée en principe depuis 500 ans, c'est-à-dire que les citoyens, tous les citoyens, se trouvent face au défi de manifester leur sens civique également dans la vie économique, attitude qui leur paraît naturelle dans les autres domaines. En d'autres termes: nous ne devrions pas séparer notre recherche du profit économique de notre identité normale de citoyens. Nous devrions l'intégrer.

Il s'agit des devoirs plutôt que des besoins, du normatif, comme disent les scientifiques. Nous avons une démocratie qui a besoin des citoyens et une économie de marché qui essaie de produire des consommateurs dociles et l'on a toujours considéré la démocratie et l'économie de marché comme des notions complémentaires. Sont-elles opposées? L'économie détruit-elle la démocratie, l'affaiblit-elle?

Non. Je vois les choses tout à fait différemment. Je dirai que nous sommes encore trop imprégnés de ce genre d'idéologie ou de doctrine. Vous avez parlé de consommateurs. Il n'est pas très difficile d'expliquer aux gens, de préférence aux jeunes gens, dans les écoles, que la possibilité de consommer est une chose certes très agréable mais que la qualité de vie ne se réduit pas à la consommation ou que la liberté de vivre une vie autonome ne se réduit pas à la liberté de consommer. C'est pourquoi

nous pouvons être sûrs que les citoyens modernes, si on les forme de manière adéquate, auront conscience que ce sont les droits civiques qui garantissent leur statut de citoyens libres et non pas les promesses économiques.

Pas d'accord!

Comment?

Une partie de la jeune génération, notamment les jeunes issus de l'Université de Saint-Gall, souvent les meilleurs, ne se sont pas engagés dans une vie professionnelle où ils utilisaient leur liberté de manière productive mais sont

«Je dirai que nous avons besoin, au sens propre, sans esprit polémique, d'une économie de marché civilisée, c'est-à-dire d'une économie dont le bon fonctionnement se mesure aux services rendus à la *civil society*, au modèle d'une société pleinement développée et bien organisée où les citoyens sont libres et égaux, idéal de l'ancienne Suisse que nous avons un peu perdu.»

allés directement au casino. Et ils ont misé, à 25 ans, pour être millionnaires à 35 ans.

Je vais vous donner deux réponses partielles. Premièrement, l'Université de Saint-Gall offre naturellement l'exemple typique d'une école qui, par son image particulière, sélectionne les étudiants qui lui correspondent. Son influence sur ceux-ci est limitée. Deuxièmement, et cela répond à votre question, on a une distribution gaussienne. On rencontre dans une faculté toutes sortes de modèles de pensée, également chez les étudiants. Et la seule chose que nous puissions raisonnablement rechercher empiriquement, c'est de savoir si cette courbe de Gauss s'est déplacée au cours des années. Et c'est nettement le cas. Aujourd'hui, les jeunes qui entrent à l'Université, qui ont autour de 20 ans, âge où l'on est ouvert aux réalités, ont assisté à un certain ébranlement des anciennes doctrines économiques. Ils ne reprennent plus sans problème les anciennes idéologies «harmonistes». Ils sont ouverts, vigilants, réceptifs.

Cela dit, il y a aussi l'«arrière-garde». C'est comme dans les courses cyclistes: il y a un petit peloton de tête suivi, à bonne distance, du gros des coureurs. Ceux qui sont aujourd'hui aux commandes sont passés il y a 20-25 ans par cette machinerie et constituent naturellement l'«arrière-garde».

L'Université de Saint-Gall reste-t-elle une école de cadres qui produit avant tout des managers efficaces plutôt que des personnalités indépendantes?

Je ne peux pas faire de pronostics. Je dirai simplement qu'elle a néanmoins introduit le *Kontextstudium* et là elle est pionnière.

On offre un cadre général afin de ne pas se limiter aux disciplines principales que sont l'économie et le droit.

Exactement. Les étudiants doivent obtenir 25% de leurs crédits en lettres et sciences humaines ainsi qu'en sciences sociales.

Les crédits sont les points à acquérir dans le nouveau système de Bologne.

C'est ça. Et pour parler familièrement, disons que les étudiants doivent être vaccinés contre la spécialisation bornée.

J'ai fait mes études à Saint-Gall et un professeur m'a marqué: Ota Sík, vice-Premier ministre du gouvernement Alexander Dubcek, lors du Printemps de Prague. A l'époque déjà, il cherchait une troisième voie. C'était un solitaire. Les étudiants n'étaient pas nombreux à suivre son cours, le soir, et pourtant il a joué un rôle très important. Est-il vrai que dans ce genre d'écoles, il y a de nombreux non-conformistes mais qu'ils font en quelque sorte tapisserie?

Non, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Je dirai qu'au moins un tiers des professeurs de l'Université de Saint-Gall ont une opinion très semblable à celle de l'éthicien maison sur les rapports entre l'économie et la société.

Pas plus que ça?

Cela pourrait être lié à la perception sélective des médias. Ceux qui ont des opinions très proches, p. ex. la plupart des constitutionnalistes, ont encore une conception normale

de la hiérarchisation des choses, de la bonne vieille triade aristotélicienne: tout d'abord l'éthique, ensuite la politique et alors seulement l'économie. Mais il peut y avoir d'autres domaines, l'économie politique, la gestion, où les approches standards se sont détachées de ces rapports de sorte qu'il est un peu plus difficile d'en parler.

Comment en est-on arrivé là? Adam Smith, qui a inventé, ou du moins rendu visible, la puissance cachée du marché, qui compte parmi les plus grands analystes de notre système économique, a commencé par être un

philosophe moral et a écrit une «Théorie des sentiments moraux» encore valable.

C'est exact. C'est un très bel exemple, car les économistes ne lisent généralement qu'une moitié de Smith, celle qui a décrit la richesse des nations. Je dirai qu'il a été un philosophe moral brillant et un économiste passable. Il est devenu économiste parce qu'il y avait un problème qu'il ne maîtrisait pas encore complètement dans sa philosophie morale: Partant de la *sympathy*, de l'empathie entre les hommes, des forces morales qui lient les hommes, il supposait que notre raison, quasiment en tant qu'observatrice impartiale en nous, était capable de nous faire faire ce qu'il faut. Mais ensuite, en fin observateur de la réalité, il avait constaté qu'il y avait là un biais, une distorsion. Il utilisait une image: Quand on a mal au petit doigt, cela nous préoccupe beaucoup plus que lorsque des milliers de personnes meurent lors d'un tremblement de terre en Chine.

Comme c'était un déiste écossais, il partait de l'idée que Dieu ne commet pas d'erreurs et que s'il a fait l'homme ainsi, il avait une bonne raison et qu'elle se trouvait notamment dans l'économie. En gros, son explication était la suivante: L'imbrication des intérêts individuels dans le marché peut être un substitut partiel à la faiblesse des forces morales qui engagent les hommes. Ce n'est qu'une explication partielle du problème de la coordination sociale. Si l'on ne tient pas compte de cela, on se méprend sur la pensée de Smith. Donc si on veut l'appliquer avec succès à la situation actuelle, on devrait dire plutôt qu'il était partisan d'une économie de marché rigoureusement liée à la *civil society*, à la république.

Ce lien a disparu depuis deux décennies, le capitalisme s'étant décomplexé. Il existait encore dans les trois décennies précédentes. Certes, l'intérêt personnel était un moteur important mais limité, dans le cadre du marché, qui incitait l'homme à la créativité et à la productivité. Et soudain les limites ont disparu. Et nous sommes face à la question mentionnée par Bernhard Senn dans son introduction. Y a-t-il toujours, dans le capitalisme, des périodes de stabilité où il sait se limiter et d'autres où il perd tout simplement ses normes?

Je ne sais pas s'il en est toujours ainsi. Par rapport à la société et à l'Etat de droit, nous devons résoudre deux problèmes de définition. Tout d'abord, il y a les conditions auxquelles nous libérons les forces du marché et ensuite les limites. On pourrait dire: Là où nous voulons une régulation du marché par la société, au nom de son efficacité et de ses effets sur la richesse, rien d'autre ne doit compter que les performances du marché. Mais le marché ne doit pas dominer dans tous les domaines de la vie et de la société. Les directives politiques sont essentielles.

La société de marché, où le marché imprègne tout, est-elle l'ennemie de l'économie de marché?

Absolument. Une économie de marché durable, c'est-à-dire une économie que la majorité de la population considère durablement comme légitime, doit être limitée et intégrée dans la société. On pourrait aussi penser en catégories de risques. Plus vous soumettez les forces économiques à des conditions, plus

vous les limitez, plus vous devez éventuellement renoncer à certains effets sur la productivité et la richesse. Mais vous y gagnez quelque chose, par exemple une répartition plus équitable des richesses dans la société; vous réduisez les risques de bulles et de crises conjoncturelles. Nous devons finalement prendre des décisions d'ordre social.

Un des pères fondateurs de l'économie de marché moderne, Wilhelm Röpke, qui avait fui le régime nazi et enseigna à Genève jusqu'à sa mort, a déclaré: «Si l'on considère le libéralisme avant tout comme une théorie économique, on est prisonnier d'un réductionnisme économique qui, aujourd'hui, paraît tout à fait dépassé. Le libéralisme politique et culturel a la primauté sur le libéralisme économique.» J'ai tiré cette citation de la leçon d'adieu qu'il a prononcée en 1944. Oui, exactement. On peut admettre que les ordolibéraux Wilhelm Röpke et Alexander Rüstow – qui, d'ailleurs, se sont tous les deux exilés à Istanbul, le premier est ensuite allé à Genève tandis que le second restait à Istanbul – ont représenté la pensée libérale citoyenne en faveur de laquelle je plaide. On peut montrer qu'ils ne l'ont malheureusement pas représentée avec suffisamment de rigueur. La conséquence a été que les fondateurs de l'économie sociale de marché – je pense ici à Alfred Müller-Armack et à Ludwig Erhard, qui a appliqué politiquement le programme du précédent – ont malheureusement eu tendance à considérer l'Etat social comme s'ajoutant simplement aux forces du marché en tant que force compensatoire, au lieu de l'intégrer.

Comment réalise-t-on cette intégration?

On commence par définir les droits civiques et ensuite on libère les forces du marché dans le cadre de ces droits. Cela a l'air abstrait et je vous donne un exemple qui nous permettra d'y voir un peu plus clair. Comparons le Danemark et l'Allemagne en ce qui concerne la manière de traiter la question sociale au sens large. Je vais être un peu injuste car je simplifie les choses par manque de temps. En Allemagne, en principe, le marché et l'Etat social sont envisagés horizontalement et il s'agit de trouver des compromis. Cela conduit à intervenir politiquement sur le marché de l'emploi, longs délais de licenciement, etc. Au Danemark, on a envisagé le problème à la verticale: on commence par faire en sorte, au niveau social, que personne ne soit exclu du contrat social et quand cette condition est acquise, on peut libérer les forces du marché. Il en résulte que le Danemark, selon toutes les statistiques dont nous disposons, a une société très intégrée et des différences de niveau de vie relativement faibles entre les couches sociales et en même temps un marché de l'emploi qui fait penser à celui des Etats-Unis, où l'on peut embaucher et licencier à volonté (système «hire and fire»).

En même temps, on est frappé par le fait que le Danemark, bien que les dépenses de l'Etat y soient relativement élevées – c'est le coût de cette société intégrée – est selon les statistiques un des pays les plus concurrentiels du monde. Les Danois appellent cela la «flexicurité».

C'est un mélange de flexibilité et de sécurité: un marché de l'emploi flexible mais la protection sociale. Pensée verticale: l'un est la condition de l'autre et l'on ne fait pas de mauvais compromis. Ça fonctionne.

Et la Suisse?

Je dirai qu'elle se situe entre deux. Elle aurait des possibilités extraordinaires dues à son histoire. Elle a une pensée profondément citoyenne fondée sur la démocratie et cela a des conséquences en partie positives, par exemple la bonne vieille AVS. Nous avons déjà ce sur quoi l'Allemagne débat actuellement avec difficulté, le passage des diverses anciennes assurances professionnelles des salariés à une assurance «citoyenne» (c'est-à-dire étendue à tous). L'AVS garantit à tous les citoyens une retraite minimale – qui représente quand même la moitié de la retraite maximale – même s'ils n'ont payé que des cotisations quasi symboliques. Nous devrions développer et non démanteler les traditions citoyennes. • Source: Télévision allemande, *Sternstunde Philosophie* du 7/6/09.

(Traduction *Horizons et débats*)

Nous gérons notre corporation d'eau comme une commune

Dans chaque village, des responsables gèrent des dicastères d'importance vitale.

On y met tout son cœur.

Interview de Josef Metzger, agriculteur

hd. Si de nos jours on se plaint que la cohésion dans la société se perde peu à peu, cette interview montre que l'organisation décentralisée et démocratique des tâches publiques peut créer la proximité et la solidarité des citoyens. L'organisation des corporations d'eau représente une partie de la démocratie directe en Suisse à caractère exemplaire pour d'autres domaines et d'autres pays. Elle est, comme le montre cet exemple, aussi très économique.

Horizons et débats: Monsieur Metzger, vous êtes agriculteur et depuis 22 ans président de la corporation d'eau de Wolfikon. Pouvez-vous expliquer comment est organisé l'approvisionnement en eau dans votre commune?

Josef Metzger: La commune de Kirchberg possède huit corporations d'eau. Elles ont à peu près toutes le même âge, entre 100 et 110 ans. Elles ont toutes été créées en même temps, probablement en même temps que la protection contre le feu, car l'approvisionnement en eau est en même temps la protection anti-feu. Ainsi les premiers réservoirs ont été créés et les premières conduites sous pression avec les bornes d'incendie ou hydrantes. Chez nous ça s'est passé de même. Notre Corporation Wolfikon a été créée autour de 1900. A cette époque-là, chaque habitation avait sa propre eau. Elles ont naturellement été construites là où il y avait une source.

Au-dessus des huit corporations c'est le groupe de l'approvisionnement en eau. Le groupe a avant tout la fonction de stocker et de mettre à disposition l'eau pour l'extinction en cas d'incendie. Autrement, chaque corporation aurait dû construire de grands réservoirs.

Parmi les huit corporations, quatre se ravitaillent de façon autonome, c'est-à-dire elles ont leur propre eau. Notre commune en fait partie. Nous avons notre propre eau, mais pas de réserves d'eau d'extinction-incendie, ainsi nous nous sommes ralliés au groupe d'approvisionnement en eau; ainsi, si quelque chose ne va pas chez nous ou si nous n'avons pas assez d'eau, nous pouvons nous ravitailler en eau à travers le réseau des autres corporations.

Toutes les corporations sont rassemblées, avec le groupe d'approvisionnement en eau, dans une «Betriebswarte» (centre de fonctionnement). C'est un centre technique, dirigé par ordinateur, qui est responsable que chaque localité ait la quantité d'eau voulue, de l'eau d'extinction-incendie, de l'eau potable et de l'eau pour l'industrie. L'eau pour l'industrie vient de sources dont la qualité ne suffit pas pour l'eau potable. Le groupe d'approvisionnement en eau est pour nous une assurance.

Nous gérons notre corporation comme une commune. Comme personne morale de droit public, elle est soumise à la loi des communes: les finances, les élections, la comptabilité sont contrôlés. Lors des séances d'élection, le président et les conseillers administratifs sont élus. Le Conseil administratif embauche un secrétaire externe et nomme



(photo haro)

un caissier, un responsable des eaux et les gens en charge des fonctions nécessaires.

Et où sont prises les décisions?

Chaque corporation envoie des délégués dans le groupe d'approvisionnement en eau. En plus chacune de ces corporations tient une assemblée des citoyens. S'il faut planifier quelque chose à court terme, des assemblées extraordinaires peuvent avoir lieu.

Comment est-ce que vous vous financez?

Nous disposons d'un budget d'environ 40 000 francs. Bien sûr, ce n'est pas beaucoup et nous devons planifier nos finances. Notre réseau de tuyaux est en bon état, mais il y a encore des conduites de 100 ans d'âge et il faut toujours en renouveler. Nous avons un prix de l'eau, nous vendons l'eau au mètre cube. Et pour la protection anti-feu nous recevons encore 0,3 pour mille de la valeur actuelle du bâtiment. Une autre source de revenus pour la corporation sont les frais de raccordement lorsque quelqu'un construit une nouvelle maison. Pour une villa familiale cela coûte autour des 5000 francs. Avec ces revenus nous finançons nos tuyaux. L'assurance des bâtiments participe à 15% aux coûts des conduites principales, de la distribution d'eau et des réservoirs.

J'ai été élu comme président de l'administration il y a 22 ans. A cette époque nous avons beaucoup de dettes que nous avons pu amortir depuis. Aujourd'hui nous n'investissons que dans ce que nous pouvons financer, avant tout dans ce qui est urgent. Comme ces dernières années il y a eu beaucoup de constructions chez nous, nous avons des recettes plus grandes par les frais de raccordement, ainsi nous avons pu renouveler une grande partie de nos tuyaux. D'autres corporations ont moins de terrains à construire et davantage de difficultés de financement.

Ne serait-il pas plus avantageux de centraliser tout le ravitaillement en eau?

L'administration que nous faisons à petite échelle coûte 2500 francs par an. Ma présidence vaut 500 francs avec toutes les assemblées, les chemins, les frais de déplacement inclus. Autant dire gratis pro Deo! Le syndic de notre commune, qui préside tout, s'efforce de maintenir les corporations. On pourrait les réunir, je ne sais pas si ce serait plus avantageux, c'est à voir, mais cela crée des liens entre les institutions publiques et les villages. Dans chaque village il y a des responsables qui ont à gérer des dicastères d'importance vitale. Cela crée des liens étroits et c'est pour cette raison que l'on voudrait garder cela. Le particulier ne pense souvent pas à tout ce qui est derrière, quand il peut disposer à tout moment d'eau propre. Mais lorsque le ravitaillement en eau est plus proche du citoyen, il a davantage d'intérêt pour en prendre soin.

Bien sûr, nous vivons dans une société dans laquelle la proximité par rapport aux infrastructures n'intéresse plus beaucoup de monde, bien que cette proximité soit nécessaire pour que la société puisse vivre. Dans le temps, jusqu'aux années 1950, nous avions dans notre corporation encore les routes, l'éclairage public et en partie aussi les canalisations et le courant électrique. Tout cela a déjà été centralisé, mais l'eau est restée à part. Peut-être que c'est à cause des années de sécheresse, surtout en 1947. A cette époque on n'avait de loin pas assez d'eau et l'on a tous dû faire du travail d'intérêt général pour raccorder de nouvelles sources. Cela a créé de la solidarité.

Que le ravitaillement en eau reste décentralisé est étroitement lié au recrutement des conseillers d'administration. Malheureusement de nos jours il y a de moins en moins de gens prêts à se charger d'une fonction publique. Dans notre corporation il faut sonder soigneusement pour trouver de nouveaux conseillers administratifs qui soient prêts à s'engager.

Il serait donc important que les enseignants et les éducateurs éveillent chez les enfants une conscience du bien commun pour que les gens

se sentent à nouveau responsables dans leur commune. Ne serait-ce pas une voie de transmettre aux enfants le sentiment suivant: je suis co-responsable et si je me charge d'une tâche, est-ce que cela a de l'importance?

Naturellement, c'est un problème général que les gens ne veulent plus s'engager pour des fonctions publiques, que cela soit dans la commune ou pour l'école. Nous avons beaucoup d'infrastructures dont quelqu'un devrait s'occuper et à mon avis, plus ces devoirs sont proches de la population plus on s'y intéresse. La société a développé un comportement de consommation. On consomme aussi les infrastructures, l'eau, l'électricité, les déchets, tout, et l'on ne réfléchit plus comment tout cela fonctionne. Ce n'est pas assez proche de la population.

C'est bien cela, la conscience devrait être éveillée à l'école que pour faire fonctionner la communauté les gens doivent y réfléchir, se sentir responsables et être prêts à s'engager; peu importe que ce travail soit bénévole ou rémunéré, peut-être à un salaire modeste.

De nos jours, la réflexion va dans la direction de privatiser l'infrastructure et de ne plus la mettre à disposition par la commune.

Je pense qu'avec chaque privatisation des devoirs publics il y a toujours quelque chose qui cloche. Les investisseurs veulent des intérêts pour l'argent qu'ils investissent et cela on peut le faire de différentes façons. Quant à l'approvisionnement en eau par exemple, on peut vider les structures. On fait vite des profits et dès qu'il y a des difficultés avec les réseaux de tuyaux, on s'en débarrasse. En revanche, lorsque la responsabilité est en mains publiques, chacun y a droit et l'on ne peut pas simplement se retirer. On développe avec le temps des liens très forts et, comme je l'ai déjà dit, cela nous tient à cœur. C'est quelque chose qui est à nous, des générations avant nous ont travaillé pendant des années pour construire tout cela et pour le maintenir, et ils y ont travaillé plus dur que nous aujourd'hui. Les intérêts bouffent tout l'argent, lequel manquera pour la maintenance.

Dans la privatisation de l'approvisionnement en eau je vois venir un grand problème, car on ne fournira plus qu'à ceux qui peuvent payer et là où l'argent coule à flots. Nous approvisionnons aussi les régions éloignées avec de l'eau. Là, la commune peut subventionner. A la campagne, l'infrastructure est naturellement plus chère. Les centres doivent apporter leur soutien pour pouvoir maintenir le peuplement décentralisé. C'est justement en Suisse, que cette notion est inscrite dans la Constitution, afin que les régions éloignées ne se dépeuplent pas et ne tombent pas en friche. Je pense que dans la privatisation se cachent beaucoup de dangers.

C'est très intéressant de vous écouter. Vous devriez absolument faire part de vos expériences aux jeunes, car on a besoin de gens qui soient prêts à s'engager. Nous vous remercions de cet entretien. ●

«La CIA et le laboratoire iranien» suite de la page 5

pendre son service durant une nuit, le temps nécessaire à la maintenance de ses installations. Mais le département d'Etat des Etats-Unis est intervenu pour lui demander de surseoir à cette opération.¹³ Selon le «New York Times», ces opérations contribuent à semer la défiance dans la population.¹⁴

Simultanément, dans un effort nouveau la CIA mobilise les militants anti-iraniens aux USA et au Royaume-Uni pour ajouter au désordre. Un Guide pratique de la révolution en Iran leur a été distribué, il comprend plusieurs conseils pratiques, dont:

- régler les comptes Twitter sur le fuseau horaire de Téhéran;
- centraliser les messages sur les comptes Twitter@stopAhmadi, #iranelection et #gr88;

– ne pas attaquer les sites internet officiels de l'Etat iranien. «Laissez faire l'armée» US pour cela (sic).

Mis en application, ces conseils empêchent toute authentification des messages Twitter. On ne peut plus savoir s'ils sont envoyés par des témoins des manifestations à Téhéran ou par des agents de la CIA à Langley, et l'on ne peut plus distinguer le vrai du faux. Le but est de créer toujours plus de confusion et de pousser les Iraniens à se battre entre eux.

Les états-majors, partout dans le monde, suivent avec attention les événements à Téhéran. Chacun tente d'évaluer l'efficacité de cette nouvelle méthode de subversion dans le laboratoire iranien. A l'évidence, le processus de déstabilisation a fonctionné. Mais il n'est pas sûr que la CIA puisse canaliser les manifestants pour qu'ils fassent eux-mêmes ce que le Pentagone a renoncé

à faire et qu'ils n'ont aucune envie de faire: changer le régime, clore la révolution islamique. ●

Source: www.voltairenet.org, 17/6/09

¹ «Discours à l'université du Caire», par Barack Obama, *Réseau Voltaire*, 4/6/09.

² «BP/Amoco, coalition pétrolière anglo-saxonne», par Arthur Lepic, *Réseau Voltaire*, 10/6/04.

³ Sur le coup de 1953, l'ouvrage de référence est «All the Shah's Men: An American Coup and the Roots of Middle East Terror», par Stephen Kinzer, John Wiley & Sons éd (2003), 272 pp. Pour les lecteurs francophones, signalons le dernier chapitre du récent livre de Gilles Munier, «Les espions de l'or noir», Koutoubia éd (2009), 318 pp.

⁴ «La société iranienne paralysée», par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 5/2/04.

⁵ «Taliban using Skype phones to dodge MI6», par Glen Owen, *Mail Online*, 13/9/08.

⁶ «NSA offering «billions» for Skype eavesdrop solution», par Lewis Page, *The Register*, 12/2/09.

⁷ «Taliban Threatens Cell Towers», par Noah Shachtman, *Wired*, 25/2/08.

⁸ *Jawwal* est la marque de PalTel, la société du milliardaire palestinien Munib Al-Masri.

⁹ Jibril Bassil est un des principaux leaders du *Courant patriotique libre*, le parti nationaliste de Michel Aoun.

¹⁰ «Freed Lebanese say they will keep fighting Israel», *Associated Press*, 17/7/08.

¹¹ L'auteur de cet article a été témoin de ces appels. On pourra aussi consulter «Strange Israeli phone calls alarm Syrians. Israeli intelligence services accused of making phone calls to Syrians in bid to recruit agents», *Syria News Briefing*, 4/12/08.

¹² Cité dans «Ahmadinejad won. Get over it», par Flynt Leverett et Hillary Mann Leverett, *Politico*, 15/6/09.

¹³ «U.S. State Department speaks to Twitter over Iran», *Reuters*, 16/6/09.

¹⁴ «Social Networks Spread Defiance Online», par Brad Stone et Noam Cohen, *The New York Times*, 15/6/09.